COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 9 juillet 2010
(convocation du 28 juin 2010)

Aujourd'hui Vendredi Neuf Juillet Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François à partir de 10h15	M. CHARRIER Alain à M. GUICHOUX Jacques de 9h50 à 10h20
M. BRON Jean-Charles à M. BRUGERE Nicolas	Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul
M. GAUTE Jean-Michel à M. RAYNAL Franck	M. DUPOUY Alain à M. DUCASSOU Dominique
M. GELLE Thierry à M. BONNIN Jean-Jacques	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie jusqu'à 10h30
M. LABARDIN Michel à M. QUERON Robert jusqu'à 10h15	M. FEUGAS Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à Mme. BALLOT Chantal	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 10h05
Mme LIRE Marie Françoise à Mme. LAURENT Wanda	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. DAVID Yohan
M. PIERRE Maurice à M. SOUBABERE Pierre	M. JOANDET Franck à Mme NOEL Marie-Claude à compter de 10h35
M. SAINTE-MARIE Michel à M. LABISTE Bernard à partir de 10h35	M. LOTHAIER Pierre à Mme. TOUTON Elisabeth
Mme. DE FRANCOIS Béatrice à M. FREYGEFOND Ludovic	M. MANGON Jacques à M. ROBERT Fabien
M. ANZIANI Alain à Mme. EWANS Marie-Christine	M. MERCIER Michel à M. RAYNAUD Jacques
M. BAUDRY Claude à M. SAINTE-MARIE Michel	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
Mme. CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles	M. QUANCARD Denis à M. JUNCA Bernard
	Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés Publics - Logiciel de gestion des contrôles d'accès de l'Hôtel de la CUB et autres sites distants : Fourniture, pose et maintenance des composants matériels - Appel d'offres ouvert - Scénario A - Autorisation

Madame ISTE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le patrimoine bâti affecté aux agents communautaires est composé de plus de 41 sites représentant 106 000m² de surface bâtie. La gestion des accès est spécifique à chaque site et très hétérogène en terme de technicité de contrôles d'accès (clés, digicodes, lecteurs de badge...).

Cette grande diversité pose des difficultés dans le cadre de la maintenance des systèmes, complexifie les interventions d'astreinte sur les sites en dehors des périodes ouvrées, multiplie les cas de perte de clés, badges et codes dans le cadre de la mobilité des agents, réduisant ainsi la sécurité apportée par ces contrôles d'accès dont la gestion actuelle paraît incohérente et peu fonctionnelle.

La restructuration de l'hôtel communautaire, principal bâtiment affecté aux agents, intègre une reprise totale de la gestion des accès et représente une opportunité pour changer le mode de gestion de tous les sites communautaires.

C'est pourquoi dans le cadre d'une politique commune de gestion des contrôles d'accès, il est proposé d'équiper en priorité l'Hôtel de la Communauté d'un système de contrôle d'accès et solliciter la Direction des Systèmes d'Information pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des accès et des droits d'accès ainsi que des composants matériels de ce système.

La mise en œuvre d'une politique globale de gestion des accès reposerait sur les principes suivants :

- La gestion des accès aurait pour objectif de contrôler les accès piétons et les accès véhicules (vélos, motos, VL, PL) dans les sites communautaires puis dans les bâtiments communautaires.

- Cette gestion des accès séparerait la partie où le public serait admis sans contrainte et la partie réservée aux agents communautaires, ce dans une plage horaire définie
- à l'intérieur des espaces réservés aux agents communautaires, des sous-espaces spécifiques nécessitant une gestion particulière (locaux de stockage...) seraient créés
- la gestion des accès s'appuierait sur un système de contrôle d'accès unique
- sa mise en œuvre resterait progressive au fur et à mesure des travaux de maintenance à réaliser
- cette architecture reposerait sur une centralisation des principes généraux et la déconcentration de la mise en œuvre. Des zones seront préalablement déterminées pour assurer un contrôle des accès.
- en fonction des bâtiments, le principe de gestion des accès serait plus ou moins complexe et plus ou moins contraignant
- bien que les principes de base permettent une homogénéité centralisée dans le traitement de la gestion des accès de chaque site communautaire, les principes d'attribution des droits d'accès seraient décentralisés au niveau des chefs de site.

Le présent marché a pour objet la mise en concurrence des sociétés disposant d'une solution de gestion des contrôles d'accès à des bâtiments.

Le financement de l'achat du logiciel et des lecteurs pour l'Hôtel de Communauté a été prévu par la délibération n°2008/0076 du 5 mars 2008, pour un montant de 307 300 € HT. L'opération pour l'ensemble des sites est estimée à 830 000 € HT.

Le marché sera conclu en application de la procédure d'appel d'offres ouvert prévue au Code des Marchés Publics (articles 33, 57 à 59), pour une durée de 48 mois.

Le marché sera conclu à bons de commande, avec un montant compris entre 300 000 € HT et 830 000 € HT, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

L'opération sera imputée au budget principal des exercices 2011, 2012, 2013 et 2014 :

Chapitre 20 – Compte 205 – Fonction 0200 – CRB R300

Chapitre 011 – Compte 6156 – Fonction 0201 – CRB R300

Le montant étant supérieur à 193 000 € HT, l'opération donnera lieu à publicité européenne.

Conformément aux articles L2121-12 et 13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le dossier de consultation des entreprises est tenu à la disposition des conseillers communautaires qui peuvent venir le consulter à la Direction des Systèmes d'Information, Hôtel du Département, Bâtiment bas, 1^{er} étage.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 33, 57 à 59 et 77,

Vu la délibération n°2008/0076 du Conseil de Communauté en date du 5 mars 2008,

VU l'avis de la Commission Fonctionnement et Administration Générale du 22 juin 2010,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT que les conditions de lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert sont réunies,

DECIDE d'autoriser Monsieur le Président :

Article 1 : à lancer la mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres ouvert à bons de commande,

Article 2 : à signer le marché à intervenir avec l'opérateur économique qui aura émis la proposition économiquement la plus avantageuse en réponse à cet appel d'offres,

Article 3 : à procéder, en cas d'insuccès, à la recherche d'un prestataire, soit par la voie d'un nouvel appel d'offres sur la base d'un nouveau dossier adapté à la conjoncture économique ou modifié en application de l'article 59-III, soit par marché négocié dans les conditions prévues à l'article 3° de II de l'article 35 dans le cas d'offres inappropriées ou au 1° du I de l'article 35 dans le cas d'offres irrégulières ou inacceptables du Code des Marchés Publics,

Article 4 : à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 9 juillet 2010,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

<p>REÇU EN PRÉFECTURE LE 27 JUILLET 2010</p> <p>PUBLIÉ LE : 27 JUILLET 2010</p>
--

M. MICHÈLE ISTE